

Lutte de classes et socialisme
Klassenkampf und Sozialismus
Lotta di classi e socialismo

AVERTISSEMENT

Ce cours est essentiellement axé sur le développement des forces productives et les différentes formes de sociétés et de lutte de classes. Il doit entièrement être compris comme une "proposition", un élément pour une étude plus précise et plus poussée des différentes questions qui y sont abordées.

En reliant certaines conceptions théoriques de l'histoire et des rapports sociaux à des éléments de l'histoire réelle, nous avons voulu éviter le piège de "l'abstraction", qui nuit généralement à la bonne compréhension des notions fondamentales de la science marxiste.

L'observation préalable et fondamentale des forces productives dans une économie donnée conduit à la connaissance des rapports de production, du mouvement des forces sociales, ainsi que de leurs rapports politiques et idéologiques.

Le matérialisme historique doit être compris comme une conception matérialiste de l'histoire. Comme l'ensemble de la nature, l'histoire des sociétés suit un certain nombre de lois objectives. La connaissance de ces lois objectives doit permettre de combattre toutes les interprétations subjectives de l'histoire.

Pour reprendre un aphorisme célèbre, ce n'est pas "quarante rois qui ont fait la France", mais bien plutôt des millions d'hommes, producteurs inconnus, qui, par leur travail au cours des siècles, ont édifié le pays que nous connaissons aujourd'hui.

Si l'étude de l'histoire tient compte des lois objectives de celle-ci, il ne faudrait pas en déduire que l'histoire se déroule comme un processus déterminé "d'avance" et invariable. La connaissance de l'histoire et de ses lois, doit permettre aujourd'hui d'influencer son cours dans le sens que nous préconisons, celui de la paix, du progrès et du socialisme. Les classes en lutte agissent sur toutes les manifestations de l'histoire qui contient en elle-même: l'histoire du mouvement ouvrier, l'histoire des rapports de travail, l'histoire de l'Art, etc...

Nous avons tenté un bref aperçu historique du développement des moyens de production et des rapports sociaux les plus directs, aux divers stades de ce développement.

Avons-nous réussi ? Que le lecteur en juge.

II LUTTE DE CLASSE ET SOCIALISME

DEVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTIVES, NAISSANCE DES CLASSES SOCIALES

"A l'origine l'homme était heureux"

Jean-Jacques ROUSSEAU

L'homme était-il vraiment heureux, avant que le progrès social et économique de l'humanité ne vienne troubler "cet état de bonheur parfait" dans lequel se tenait l'homme naturel? Ceux qui aujourd'hui ont coutume de voir dans l'évolution présente, une menace pour l'avenir, et dans les sociétés du passé, un remède contre cette peur, peuvent admettre cette maxime.

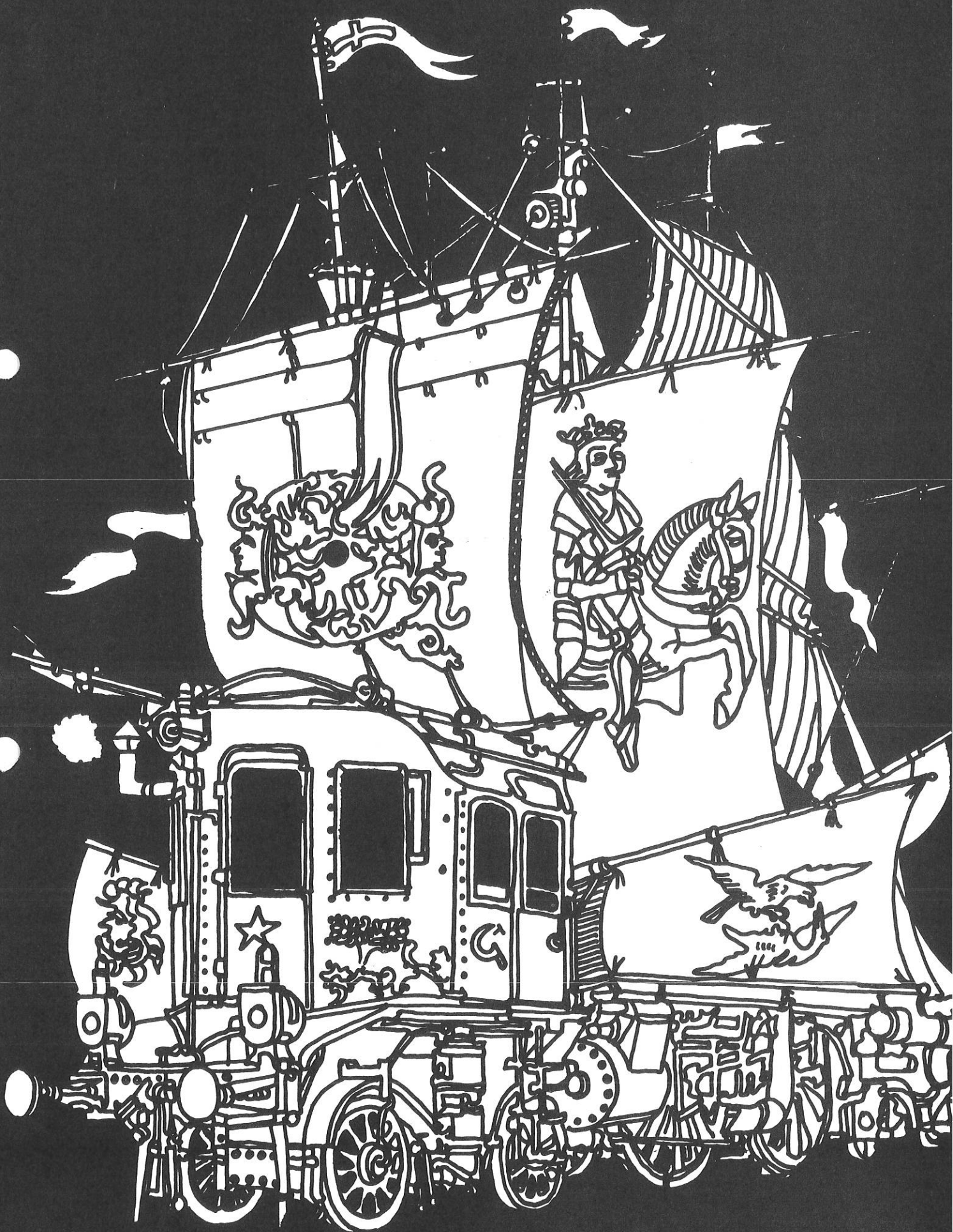
Pourtant elle est erronée.

A l'origine, c'est-à-dire, avant que l'homme ait conscience de sa propre histoire, avant que l'homme ne se détache de "l'état de nature", il n'était pas heureux, parce qu'il n'était pas un homme pensant et agissant. Dès que l'homme eut conscience de sa propre existence, il eut conscience d'avoir à défendre cette existence contre les éléments naturels qui lui étaient hostiles. Alors, seulement, il était debout et il marchait. Il marchait vers son histoire future, celle des progrès humains. Mais ces progrès, condition même du développement historique, ont également entraîné une inégalité entre les hommes. Cette inégalité supposait l'accès d'une minorité à "une" richesse. Le stade économique suivant, est celui où cette richesse permettra de maintenir, par l'oppression et la dépendance, une classe d'hommes en état d'infériorité. Par la suite, cette classe d'hommes dominés devient elle même une source de richesse pour ceux qui la dominent. Ce sera historiquement la naissance de l'esclavage.

Avant cela, tant que les sociétés primitives n'avaient pas la possibilité matérielle de produire un excédent (de créer une richesse) par rapport au strict minimum nécessaire à leur survie, il n'y avait pas de possibilité de formation de classes antagonistes. C'est pourquoi les marxistes appellent ce stade économique, celui du communisme primitif, fondé sur une pauvreté générale de la société. Le communisme primitif n'exclut pas pour autant l'inégalité, qui était fondée sur l'aptitude des individus, mais qui n'était sanctionnée par aucune juridiction de classe.

Dans l'état actuel des recherches, on peut estimer que le premier embryon de classe sociale et d'Etat est né sous la forme de conseils des anciens, chargés de régler les problèmes que pouvait poser la vie primitive en communauté.

L'évolution de l'humanité
Die Entwicklung der Menschheit
L'evoluzione dell'umanità



La société esclavagiste

Avec l'apparition du travail du fer, la division du travail devient une donnée définitive. C'est la mise en place d'une force productive, le travail collectif n'est plus absolument nécessaire; l'emploi du fer (chasse, outils, etc...) permet la production d'une richesse excédentaire. C'est le lent glissement vers la propriété privée. Cette production excédentaire comporte une autre conséquence: l'esclavage, qui ne représente pas seulement l'exploitation de l'homme par l'homme, mais sa possession. Avec l'apparition de l'esclavage naissait la première véritable classe sociale inférieure et opprimée. Bien entendu, la condition de l'esclavage n'est pas restée invariable au cours de l'évolution des diverses sociétés esclavagistes. Les premières sociétés esclavagistes, respectèrent une sorte de code de protection de l'esclave (de sa vie et de ses biens): l'esclave était un bien précieux à protéger.

Plus tard, vers la fin des grandes sociétés esclavagistes de l'antiquité, l'esclave sera réduit au rang de bétail, de simple monnaie d'échange. On ne considéra plus en lui que la valeur de sa force de travail. Cette valeur baissait avec l'augmentation du nombre des esclaves. Au fur et à mesure que le mode de production esclavagiste se développait, il ruinait (réduisait à l'esclavage pour dettes) les petits paysans libres, les colons, travaillant la terre sur la base de la petite propriété.

La pression exercée par les classes libres sur la masse des esclaves conduira à des révoltes, à des guerres serviles. Si ces révoltes furent en général réduites (comme celle de Spartacus en 70 avant notre ère), elles finirent par entraîner le très lent déclin des sociétés esclavagistes de l'antiquité. Elles devaient se transformer ou cesser d'exister.

LES CIRCONSTANCES DE LA FIN DES GRANDES SOCIÉTÉS ESCLAVAGISTES

La généralisation du mode de production esclavagiste et les limites atteintes par ce système devant l'essor des techniques de production vont miner la base de la société esclavagiste. Les esclaves, forcés au travail par un système de contraintes, devinrent peu à peu moins productifs que les travailleurs libres ou semi-libres, qui avaient un intérêt

direct aux résultats de leur production. Aussi, l'emploi de nouveaux instruments pour le travail de la terre, de nouvelles techniques pour l'agriculture et l'élevage, se répandit plus rapidement parmi les travailleurs libres. Pour rester compétitifs les gros propriétaires, employant de nombreux esclaves sur leurs domaines, eurent de plus en plus tendance à intéresser ces derniers aux résultats de leur travail, à leur accorder des droits.

Dès le II^e siècle, il se produit dans l'Empire romain une double évolution qui marque le passage de l'économie agricole au système féodal. D'une part, pour lutter contre l'improductivité, les grands propriétaires terriens (fonciers) libéralisent le système d'esclavage; d'autre part, pressurés par l'Etat, les colons libres tombent dans la dépendance des gros propriétaires. Cette "fusion" de deux classes sociales donne naissance à une troisième : le serf. En fin de compte, deux événements historiques d'une grande portée sanctionneront le passage définitif au féodalisme: les grandes invasions barbares et le christianisme.

Les invasions barbares affaiblirent l'armée impériale et l'Etat romain; elles accélérèrent l'autonomie des grands propriétaires fonciers, qui firent alliance avec les chefs barbares.

LE CHRISTIANISME FOURNIT UNE DOCTRINE AU FEODALISME

Le christianisme avait fait beaucoup d'adeptes parmi les esclaves. L'aristocratie de l'Empire voyait en lui une doctrine de libération sociale; c'est ce qui explique principalement les persécutions dont furent victimes les chrétiens dans l'Empire romain, avant Constantin et le Concile de Nicée. Il est certain que des passages de l'Evangile (la naissance du Christ, l'histoire de Jean Baptiste, par exemple...) avaient pour cette époque une valeur de doctrine révolutionnaire. Mais les chefs de l'Eglise comprirent très vite que celle-ci ne pouvait devenir une véritable force que si elle pouvait s'allier au pouvoir temporel. Ils s'employèrent alors à couper la pratique chrétienne ainsi que le dogme (qui n'était pas définitivement fixé) des réalités sociales. Les grands "idéologues" de la chrétienté, tel Saint-Augustin (354 à 430) professent la recherche de la profondeur de soi, "l'acceptation" "la contemplation", ce qui signifie que l'esclavage, les guerres et autres troubles sociaux deviennent une manifestation de la volonté divine. Si, d'aventure, quelque hérétique vient à se demander pourquoi, le dogme du péché originel est là pour lui rappeler que l'homme est une nature corrompue, incapable du bien et disposée au mal. Seul Dieu, par sa miséricorde, peut sauver, à condition toutefois que l'homme dans sa brève vie temporelle lui accorde la ferveur nécessaire; les normes de cette ferveur étant fixées par l'Eglise.

A partir de cette époque le christianisme deviendra une philosophie pessimiste, qui soutiendra toujours les classes au pouvoir (sauf lorsque la survie de la doctrine et de l'Eglise rendait la chose impossible).

SURVIVANCE DES RAPPORTS ESCLAVAGISTES

Avant d'en finir définitivement, avec cette évocation du mode de production esclavagiste, nous devons être conscients que: "la thématique" indiquée est seulement valable pour les peuples qui furent confrontés avec les restes de la civilisation et de l'Empire romain. Sur les restes mêmes de cet Empire, des foyers d'esclavage mirent du temps à se dissoudre. Ils subsistèrent au sein de l'économie à dominante féodale.

Les Slaves, certaines tribus germaniques, turques, mongoles, passeront directement de la société primitive (avancée) au féodalisme. Dans d'autres sociétés, de type féodal, en Asie orientale, en Afrique du nord et en Inde, les structures esclavagistes résisteront très longtemps.

En Amérique, le capitalisme naissant, puis développé, implantera des milliers d'esclaves pour mettre en valeur les territoires arrachés par la force à leur premiers habitants, demeurés à des stades de sociétés économiquement primitives. Aux Etats-Unis, c'est l'esclavage, (principalement dans le sud), qui fournira l'essentiel de l'accumulation nécessaire aux premiers développements industriels du capitalisme qui se réaliseront surtout dans le nord. Or, lorsque le nord des Etats-Unis sera devenu la partie économiquement la plus forte du pays, lorsque les planteurs de coton et de tabac du sud seront devenus des concurrents livrant à trop bon compte leurs produits à l'Angleterre et la France, lorsque l'intérêt de classe des industriels du nord sera devenu plus puissant que leur solidarité de classe avec les planteurs du sud, alors ce sera entre eux la guerre. Une guerre pour "la libération du pauvre esclave"!

Les structures économiques et sociales de la société moyennâgeuse

NAISSANCE DU FEODALISME

Dans la société féodale, les rapports sociaux sont essentiellement noués autour de la terre, car ils reposent sur une économie à forte dominante agricole. Le féodalisme implique une plus grande division sociale du travail. L'exploitation de la paysannerie a lieu sur la base de domaines seigneuriaux morcelés, que le serf met en valeur. La petite propriété inféodée constitue un pas important dans l'essor des forces productives par rapport aux grandes exploitations mal cultivées par des esclaves.

Contrairement à l'esclave (et au salarié), le serf possède pour lui ses instruments de travail (outils, bétail, etc...). En revanche, il est redevable à son maître d'une partie de sa production ou d'une partie de sa force de travail à exercer sur les terres, propriétés directes de ce dernier. En outre, le serf doit se soumettre à quantité de droits, redevances, corvées, ainsi qu'à l'ensemble d'une juridiction qui le rend entièrement assujéti. Bien sûr, ces divers modes d'exploitation se transformeront au fur et à mesure de la société féodale.

Peu à peu, l'évolution des rapports monétaires qui recouvriront l'intensification du commerce, en créant une barrière abstraite entre le producteur et le produit de son travail, vont changer les caractéristiques du conflit social (rapport entre exploités et exploités). D'autre part, si le serf a la capacité technique de travailler son lot de façon autonome, il reste dépendant pour l'utilisation d'instruments tels que : moulin à blé, four à pain, pressoir, etc..., qui sont, en raison de leur importance infrastructurelle, propriété directe du seigneur.

Ce dernier n'a donc pas seulement dans l'économie féodale un rôle d'exploiteur, mais aussi d'organisateur. Peu à peu également, au fur et à mesure du renforcement des moyens de production, le seigneur féodal, perdra ce rôle positif et deviendra un élément purement parasitaire pesant de tout son poids sur les épaules du paysan exploité.

EVOLUTION DU SYSTEME FEODAL

L'Europe occidentale du VIII^e siècle correspond au triomphe définitif du mode de production féodal. A partir de cette époque, les principaux conflits sociaux vont opposer la paysannerie aux propriétaires féodaux qui les pressurent. Les révoltes et les guerres paysannes vont jalonner l'histoire du Moyen Age. L'exploitation plus rationnelle de la terre, l'amélioration de l'élevage, de l'artisanat, du commerce, etc... entraîneront des changements considérables dans le tissu économique et social du monde féodal.

Cette évolution permet aux classes dominantes de se livrer à des activités et des fonctions nouvelles dans divers domaines, tels que : les arts, la religion, la science, les armes, le commerce et l'administration. Cependant, malgré ce lent renouveau économique et social, la base matérielle de cette évolution repose, durant tout le Moyen Age et au-delà, sur la production croissante réalisée par la masse des paysans exploités.

Nous l'avons vu (introduction) le progrès historique ne suit pas une ligne ascendante uniforme. L'époque de transition qui marque le passage de l'Antiquité au Moyen Age se caractérise par un recul considérable des forces productives et de la civilisation toute entière, du moins dans les territoires de l'ancien Empire romain. Mais par ailleurs, cette transition permet, à des peuples restés jusque-là en marge de cette civilisation, d'accéder à une étape supérieure de leur histoire.

" Le Moyen Age était parti des tout premiers éléments. De l'ancienne civilisation, de la philosophie, de la politique, de la jurisprudence antiques, il avait fait table rase, pour tout recommencer par le début"

(F. Engels : La guerre des paysans en Allemagne).

Il faudra plusieurs siècles pour retrouver le niveau productif que connût le monde antique à son apogée; il en faudra davantage encore pour que s'épanouisse la culture médiévale.

MATURITE ET LIMITES DU FEODALISME DANS L'OCCIDENT EUROPEEN

Du Xe siècle au milieu du XII^e siècle, la généralisation et l'amélioration des innovations techniques (surtout dans les instruments agricoles), assurent une extension continue de la base économique du système.

Le XI^e siècle est considéré par beaucoup d'historiens, comme une époque "charnière" de l'histoire du Moyen Age, celle qui sépare le féodalisme primitif, de la deuxième partie du Moyen Age. Un nouveau "bond" qualitatif s'opère. Les villes connaissent une importance accrue, d'autres se fondent aux carrefours commerciaux importants de l'Europe. Cette "activation" de la vie citadine est favorisée par de nombreux facteurs: comme la croissance de la circulation monétaire et l'expansion extérieure que représente de grandes entreprises militaires comme les croisades.

Dès le début du Moyen Age, une nouvelle forme de la division du travail avait surgi: la séparation de l'artisanat et de l'agriculture.

Dans les campagnes, le progrès technique exigeait l'apparition d'ouvriers-artistes spécialisés et qualifiés (potiers, charpentiers, forgerons, etc...). Ces derniers restaient assujettis et versaient une redevance au seigneur, souvent sous forme de produits de leur fabrication.

Dans les villes, le progrès de certaines "industries": draperie, mines, fabrication d'objets métalliques, etc... va rapidement se heurter au cadre étroit de la société féodale. Pour progresser, l'artisanat avait besoin d'un marché libre, c'est-à-dire de pouvoir vendre librement les produits transformés devenus des marchandises. Cette exigence entraîne l'extension de l'économie monétaire (achat et vente) par opposition à l'économie dite "naturelle" ou de troc, basée sur le simple échange des marchandises.

La lutte pour l'épanouissement de l'artisanat et des villes, passa par l'affranchissement du joug seigneurial. Pour cela, les citadins doivent s'unir et réclamer l'affranchissement de leur ville et la création de communes autonomes. Après une période de lutte plus ou moins longue, les citadins obtinrent "leur liberté", dans la plupart des cas d'une façon relativement pacifique. Parce que les seigneurs préférèrent obtenir des villes une rente sous forme d'argent, plutôt que de continuer à tenir leur population sous une totale dépendance.

L'affranchissement des villes, puis l'acquisition de leur indépendance économique par rapport aux campagnes, leur séparation, puis enfin la naissance et la croissance du processus de "colonisation" des campagnes par les villes, vont occuper toute la deuxième partie du Moyen Age. C'est sur ce terrain que la bourgeoisie va se renforcer et acquérir l'expérience nécessaire, qui lui permettra, le moment venu, de devenir la principale classe dominante.

Dès la fin du XII^e siècle, le système féodal européen atteint son apogée. Des contradictions internes se font jour, qui obligent le système à se figer, à cristalliser l'ensemble des institutions qui le régissent.

Pour différentes raisons (dont la croissance démographique), la production agricole entre dans une période de stagnation relative. Malgré cela le commerce et l'activité des cités poursuivent leur progression. Des fortunes mobilières se constituent aux côtés des fortunes foncières. En raison de leurs nouveaux besoins d'argent, les seigneurs écrasent la masse des paysans qui s'appauvrit, sous les charges. Cet état de choses produit une intensification de la lutte des paysans et un sensible mouvement migratoire en direction des villes.

La réaction des féodaux est de consolider le système féodal par le droit, au moyen de formes de coercition plus violentes. Peu à peu ils transforment les rapports personnels qui lient maîtres et serfs. La propriété libre (pâturages collectifs, etc...) est remise en question. Pas de terres sans seigneur. Le serf est progressivement rattaché à la terre, plutôt qu'au propriétaire de celle-ci; il peut donc être vendu avec.

Dans le même temps, cette évolution conditionne d'importants bouleversements d'ordre politique, dont les caractéristiques principales sont: les divisions croissantes entre les nobles (féodaux), la montée du pouvoir royal qui profite de ces contradictions en s'appuyant souvent sur le pouvoir des villes.

EVOLUTION DE LA STRUCTURE ECONOMIQUE DES CAMPAGNES

Au Xe siècle, les corvées que les serfs doivent effectuer sur les domaines appartenant directement aux seigneurs, constituent encore la principale source de revenus pour ces derniers. C'est une rente pour le seigneur, sous forme de travail. Les paysans vont lutter opiniâtement contre les corvées. Ils obtiendront un certain succès. Des franchises de plus en plus fréquentes leurs seront accordées. En revanche, la rente en nature prélevée directement sur le travail que le serf effectue dans son lotissement, viendra se substituer aux corvées. Beaucoup de terres appartenant aux seigneurs, mal travaillées, seront divisées en nouvelles parcelles.

Une autre source de revenus pour les seigneurs est constituée par le monopole qu'ils exercent pour l'utilisation par les paysans des moulins, fours, etc... Le combat social de la paysannerie asservie de l'époque aura donc pour but essentiel de veiller à ce que la rente en nature prélevée sur leur production ne soit pas trop écrasante et allégée.

Une dernière transformation de l'exploitation économique de la paysannerie aura lieu, lorsque la rente en nature tendra à céder la place à la rente en espèces (en argent). Cette transformation correspond déjà à la phase de la dissolution de la société féodale. La monnaie (d'or ou d'argent) comme agent de circulation économique ne pénétrera que lentement dans les campagnes et restera d'un usage restreint parmi les serfs.

EVOLUTION DE LA STRUCTURE ECONOMIQUE DES VILLES

Dès le XIII^e siècle, la circulation monétaire (notamment de l'or) active l'économie citadine. L'importance des foires tenues à des époques de l'année et des lieux réguliers (qui témoignent de l'importance d'étendre le marché) contribue beaucoup à cet essor économique qui marque la deuxième partie du Moyen Age.

On assiste alors à une division plus rationnelle du travail, au développement de l'artisanat et à l'enrichissement d'une bourgeoisie marchande. Dès cette époque les artisans s'organisent en corporations qui réunissent ceux qui pratiquent un même métier. Les corporations ont pour buts essentiels: de fixer les règles du métier (réglementation de la concurrence), de garder le monopole de la branche (les secrets de fabrication) et de lutter contre les aspects négatifs du carcan féodal. Les corporations, qui sont organisées selon des règles hiérarchiques très strictes, ne vont pas tarder à connaître les premières graves dissensions sociales entre les maîtres d'une part (détenteurs des moyens de production) et les compagnons et apprentis d'autre part.

Ces luttes sont la préfiguration et le noyau du combat de classe gigantesque qui opposera plus tard les ouvriers et salariés modernes aux maîtres de l'industrie des monopoles.

Cette activité et les spéculations qu'elle entraîne sont les premiers pas en direction de l'opposition villes/campagnes, qui joue un très grand rôle dans l'histoire. La floraison des villes libres (affranchies du pouvoir féodal), que l'on a appelé la Révolution communale, crée la condition première de la poursuite de l'organisation économique et du lent progrès vers la manufacture, puis la fabrique. Cependant, si la Révolution communale permet aux classes urbaines de se disputer le pouvoir municipal, il ne faut pas surestimer sa portée réelle, car en elle-même, elle ne change pas le caractère du mode de production.

Après une brève alliance entre riches bourgeois et artisans (contre le pouvoir féodal), la lutte pour le pouvoir municipal des villes tourne rapidement à l'avantage de la riche bourgeoisie marchande, qui se lie (mariages, vente de titres, etc...) à une partie de la noblesse féodale, laquelle pratique également le négoce et les opérations spéculatives.

C'est dans ces conditions que certaines cités (villes italiennes comme Florence) vont connaître un embryon d'organisation économique de type capitaliste; ceci dès le XIV^e siècle. Cette anticipation historique ne résistera pas à la poussée provoquée par les contradictions internes de la crise du féodalisme, qui ira en s'accroissant jusqu'à la fin du XVII^e siècle.

LA LENTE DESAGREGATION DU REGIME FEODAL

En Europe, dès le XIV^e siècle, la crise générale du féodalisme est ouverte. Le déclin du féodalisme durera moins longtemps que celui du monde antique; cependant il occupe plusieurs siècles. Une classe nouvelle, la bourgeoisie, travaille à sa destruction et à son remplacement. L'émergence de la classe bourgeoise, comme nouvelle classe dominante principale, correspond à l'émergence du capitalisme comme mode de production dominant.

Dès cette époque, le féodalisme cesse d'être unanimement favorable au développement des forces productives. Les maigres progrès de l'agriculture ne peuvent compenser la montée de la population et de la consommation. La famine, la peste, la guerre, déciment régulièrement la population et entravent gravement la production. Mais la crise provient essentiellement d'une nouvelle aggravation de l'exploitation de la masse paysanne.

Le pouvoir royal, qui tend à la formation de l'Etat et des nations modernes, contribue ainsi que l'Eglise à l'aggravation de cette exploitation en doublant la fiscalité féodale d'une fiscalité royale, auxquelles viennent s'ajouter diverses sortes de contributions ecclésiastiques. Les prélèvements seigneuriaux deviennent eux purement parasites; ils ont tendance à s'accroître avec les besoins de luxe et l'intensification des échanges commerciaux au sein des classes dominantes.

Enfin, de même que dans les villes, une nette différenciation s'opère dans la communauté paysanne entre riches et pauvres provoquant d'importantes divergences d'intérêts. Les guerres et les révoltes paysannes jalonnent toute cette longue période de crise, avec des résultats divers. La société féodale se consume lentement. Cependant :

" Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société."

(K. Marx. Préface de la contribution à la critique de l'économie politique)

Le passage d'une structure économique à une autre ne peut être considéré comme définitif, que lorsqu'il a été sanctionné par un fait politique (révolution); que lorsque la nouvelle classe dominante et ses alliés s'assurent le contrôle de l'Etat-pouvoir et étendent leur domination hégémonique sur l'ensemble des institutions et de la société.

Le passage au capitalisme fut relativement lent, mais il fut accéléré vers la fin, en raison de l'action consciente et révolutionnaire de la bourgeoisie pour conquérir le pouvoir politique.

Le passage au capitalisme

Dès la fin du XVe siècle et le début du XVIe siècle, on assiste en Europe à la décomposition du mode de production féodal, à la naissance en son sein d'un ordre économique antagoniste: le capitalisme.

" L'ordre économique capitaliste est sorti des entrailles de l'ordre économique féodal " (K. Marx. Le Capital tome III p. 155)

Aux progrès décisifs dans les rapports sociaux de production répondent des changements importants dans la superstructure politique (transformation de l'Etat féodal etc...), ainsi que des mouvements importants dans le domaine idéologique (la Réforme par exemple).

Dans la société féodale le producteur est en grande partie maître de ses moyens de production: le paysan de son lot de terre, l'artisan de ses outils. Si le système féodal arrive à ses fins (l'exploitation) par des contraintes en grande partie extra-économiques, le paysan juridiquement lié à la terre, etc...), le capitalisme réalise l'exploitation par de pures contraintes économiques. Dans le système capitaliste, le travailleur devient "libre" de toute contrainte physique, mais par contre il est dépourvu de moyens d'existence propres.

Dans le système féodal, le serf-paysan fournit directement le "surproduit" de son travail au propriétaire, au seigneur, alors que sous le régime d'exploitation capitaliste, c'est le travailleur qui reçoit le "produit" de son travail (le salaire) directement des mains de son employeur, propriétaire des moyens de production dans leur ensemble.

Cela implique que le "surproduit" de ce travail, la plus-value, doit être directement extraite au cours du processus de travail. Cela implique également que le travailleur loue sa force de travail au capitaliste qui l'emploie comme bon lui semble et qu'en conséquence cette force de travail, seule source de revenu du salarié, devient elle-même une pure marchandise soumise aux aléas de l'offre et de la demande. (Chômage ou heures supplémentaires).

Ces quelques indications permettent de comprendre l'ampleur des mutations qu'implique le passage de la vieille forme de société féodale au capitalisme. Ce passage prend corps progressivement lors d'un processus historique complexe, dont il ne nous est pas possible de suivre le détail.

Bien que le développement des échanges économiques (circulation maritime, exploitation des ressources d'autres continents, etc...) va favoriser "l'industrialisation" par la concentration de richesses (de capitaux) entre les mains de négociants et de souverains, c'est l'évolution des techniques et leurs applications qui favorisera de façon décisive dans les pays de l'Ouest européen, la naissance du capitalisme.

PREMISSSES TECHNIQUES

Dès le XVe siècle l'usage du haut fourneau permet l'obtention de fer d'une qualité suffisante pour en étendre l'usage à des emplois nouveaux. Des machines rudimentaires telles que: tours, perceuses, marteaux hydrauliques, permettent l'amélioration de son usinage. Une meilleure utilisation de l'énergie entraîne une série d'innovations; le remplacement de la force animale ou humaine par la force hydraulique améliore la productivité du travail. La fabrication des textiles, d'importance majeure à l'époque, progresse grâce, notamment, à la diffusion de nouveaux métiers, dits horizontaux. L'extraction des minerais et du charbon s'améliore, grâce au creusage de puits verticaux (jusque-là les mines étaient uniquement à ciel ouvert). D'importants progrès sont réalisés dans la construction navale. De cette période date également la production du papier (en remplacement du parchemin). L'usage de la poudre et des armes à feu se généralise. L'imprimerie inventée au milieu du XVe siècle

prépare les conditions matérielles nécessaires à la diffusion de la "révolution culturelle" que connut la fin du Moyen Age.

PREMISSSES ECONOMIQUES

Le passage à la production capitaliste nécessitait la mise à disposition de certains moyens financiers, une "accumulation de capital". Le commerce entre les pays européens sera la principale source de cette accumulation. Il ne s'agit plus du simple commerce, où le producteur (l'artisan) vend directement ses produits. Il s'agit d'un commerce organisé, avec intermédiaire(s) (marchands de gros) qui retire un intérêt et pratique la spéculation sur la valeur supposée des marchandises. Une autre source d'accumulation est constituée par le pillage économique, qui commence à s'organiser dans plusieurs régions du globe (Afrique, Indes, Amérique); ceci est rendu possible en raison des progrès des transports maritimes. Une troisième source d'accumulation de capitaux est constituée par l'usure, par le prêt à un taux d'intérêt important garanti par des biens, ainsi que par la constitution des premiers véritables systèmes bancaires (achats et ventes des diverses monnaies, crédit).

Au XVe siècles on assiste, grâce à la division croissante du travail, à une spécialisation économique de certaines régions d'Europe (laine d'Angleterre, draps de Flandre ou de Florence, vins de France, etc...), ce qui crée des liens étroits entre ces diverses régions et nécessite l'amélioration des voies de communication.

Si la circulation monétaire et le commerce permettent l'accumulation de fortunes, c'est en définitive dans les transformations du rapport de travail que réside la principale accumulation primitive du capital.

NATURE DE L'ACCUMULATION PRIMITIVE DU CAPITAL

L'accumulation primitive (précapitaliste) provient, pour l'essentiel, de la séparation du producteur d'avec les moyens de production.

"Ainsi donc ce qui gît au fond de l'accumulation primitive du capital, au fond de sa genèse historique, c'est l'expropriation du producteur immédiat, c'est la dissolution de la propriété fondée sur le travail personnel de son possesseur. "

(K. Marx O.Ch. tome II p.150 Ed. du Progrès 1976)

Cette séparation réside dans le bouleversement des rapports médiévaux de la propriété, l'expropriation du producteur direct, par la violence (économique, sociale ou physique), de ses propres moyens de production. Le producteur, dépossédé du moyen de réaliser un profit autre que le salaire, ne peut alors avoir qu'un rapport antagonique avec les moyens de production (le capital).

Le rapport entre travailleurs et capital fut, dès le début et sans nuance, un rapport antagoniste. Mais la nature même du capitalisme (comme forme d'organisation économique) permet de tromper le travailleur sur le véritable caractère de ce rapport et de son exploitation. Le salaire que reçoit l'ouvrier peut sembler le juste prix de son travail, que lui paie le capitaliste. Pour cette raison et celles qui en découlent et parce qu'ils ne bénéficiaient d'aucune organisation et d'aucune théorie de l'exploitation, les premiers ouvriers de fabriques auront tendance à ce tromper de cible dans leurs premiers combats de classe. Ils détruiront par exemple les machines, objets directs et visibles de leur asservissement au capital.

MANUFACTURES ET FABRIQUES

La manufacture constitue la première forme de production "industrielle" du type capitaliste. Si la production reste essentiellement manuelle, elle est basée sur la division du travail au sein de l'atelier.

Aussi l'artisan entré dans une manufacture, se voit dépossédé de son art, au profit d'un savoir restreint, nécessaire à l'exécution d'une tâche partielle. Par la suite, cette déposssession sera partiellement compensée par la complexité croissante des étapes de la production industrielle. Elle sera accélérée, à notre époque, par le travail à la chaîne et l'automatisation.

Au début du travail industriel, on distingue deux sortes de manufactures: la manufacture dispersée et la manufacture concentrée.

La manufacture dispersée englobe des artisans travaillant à domicile pour le compte d'un capitaliste. Ces manufactures connurent un développement particulier dans les campagnes, où n'existaient pas les entraves dues aux règlements corporatifs. Cette combinaison était également avantageuse du fait que l'ouvrier pouvait en cas de crise d'approvisionnement en matières premières (assez fréquentes) subvenir à ses besoins par le travail de la terre. Si l'artisan-paysan restait en général possesseur de ses outils, c'est le capitaliste

qui fixait le prix du travail en fournissant les matières premières et en fixant le prix des produits transformés.

Dans les manufactures "concentrées" se réunissaient un assez grand nombre d'ouvriers. Parmi les premières manufactures de ce type, beaucoup furent mises en activité pour les besoins de l'Etat (arsenaux, ateliers de marine, etc...) et d'une façon générale pour les besoins de l'industrie lourde. La fabrique qui utilise déjà largement le travail des machines naît de ce genre de manufacture.

Les premières fabriques nécessitaient d'importants investissements et le seul moyen de les rentabiliser reposait sur le travail productif des ouvriers. La pression du Capital sur le prolétariat "industriel" va engendrer la montée d'une nouvelle forme de la lutte des classes, forme presque inconnue au Moyen Age. C'est la lutte qui oppose le prolétariat rassemblé dans des grandes unités de production, qui peu à peu s'organise (politiquement, syndicalement), au Capital et à la bourgeoisie qui le détient.

Le capitalisme

LA REVOLUTION INDUSTRIELLE (l'exemple de l'Angleterre)

L'Angleterre est le premier pays qui accède à la révolution industrielle. Dans le siècle où vivait Marx, c'est ce pays qu'il étudia tout spécialement du point de vue de l'économie, comme représentant "classique et avancé" de la puissance industrielle alors en plein essor. C'est à travers des exemples tirés du développement capitaliste et industriel de ce pays, que nous avons choisi d'évoquer les principaux bouleversements économiques et sociaux de l'époque de la révolution industrielle.

ORIGINE DE LA REVOLUTION INDUSTRIELLE

La révolution industrielle en Angleterre a été précédée d'une importante "révolution" agricole. Dès la fin du XIVe siècle le servage avait disparu en Angleterre. L'exploitation de la terre était réalisée sur la base de la petite propriété libre, et des terres communales.

Cette circonstance favorable facilitera le démarrage d'une agriculture "moderne" basée sur l'exploitation de grandes surfaces. Ce démarrage de la culture et de l'élevage sur la base de la grande propriété, n'avait lui-même été possible que grâce au mouvement, dit des enclosures, qui depuis le XVe siècle mettait lentement fin aux pratiques collectives de l'agriculture, au profit de l'exploitation individuelle.

Les enclosures, qui visaient essentiellement à réduire la proportion des terres communales et par là-même, provoquaient la ruine des petits paysans libres, permirent une concentration de la propriété. La dimension des exploitations permet alors (surtout au XVIIIe siècle) la pénétration de nouvelles techniques agricoles plus scientifiques et l'amélioration du rendement pour une même surface cultivée.

Les principales innovations de l'agriculture anglaise sont:

- élévation par tous les moyens de la fertilité du sol
- labourage plus profond et plus fréquent
- semailles avec semoir mécanique
- l'assolement triennal avec jachère (non culture du sol pendant une année sur trois) laisse la place à l'assolement dit de Norfolk, quadriennal, (deux années de céréales, deux années de plantes fourragères) qui a pour avantage de reconstituer l'équilibre chimique du sol.
- extension de l'élevage et perfectionnement des races.

L'amélioration du rendement de l'agriculture et de l'élevage a pour corollaire une notable élévation de la rente foncière, qui sera un des éléments constitutifs de la grande industrie.

Conditions politiques et sociales

En 1688, le Parlement de la Cité de Londres, unissant dans un même front l'aristocratie terrienne et la bourgeoisie marchande, chasse les Stuart en la personne de Jacques II hors du trône. Le Parlement impose au nouveau roi Guillaume III d'Orange la Déclaration des droits; l'autorité royale est ainsi délimitée.

C'est en effet dans le succès de la lutte contre l'absolutisme royal qu'il faut situer la principale cause positive de l'extension du capitalisme en Angleterre.

L'origine de l'absolutisme réside essentiellement dans la "déstabilisation" que provoque dans la société le clivage entre, d'une part la naissance du mode de production capitaliste et de la bourgeoisie comme classe et, d'autre part, le déclin des rapports féodaux et les menaces qui pèsent sur le monopole politique de la noblesse.

L'absolutisme royal prend alors ouvertement position en faveur du monopole politique de la noblesse sur lequel il s'appuie, dans le même temps il joue un rôle favorable à l'essor du capitalisme dans son étape initiale, parce que la bourgeoisie fait entrer dans les caisses du trésor royal d'importantes sommes qui sont un soutien essentiel pour la monarchie. L'absolutisme joue donc un rôle d'arbitre entre les classes. Mais, par suite des modifications intervenues dans le rapport de forces entre ces classes, ce "rôle d'arbitre" n'est plus nécessaire et l'absolutisme commence à décliner. Dans d'autres pays, comme en France, l'absolutisme se maintiendra par la force et devra être chassé de même.

Les progrès de l'agriculture et, d'une façon plus générale, les progrès de la société anglaise (habitudes alimentaires, hygiène, etc...) sont liés à un notable accroissement de la population. L'excédent de la population campagnarde va favoriser le démarrage de l'industrialisation, en fournissant aux entrepreneurs, à bas prix, une masse de travailleurs inorganisés. L'immigration (souvent forcée) d'une partie de cette population, des "indigents", vers le nouveau monde (surtout l'Amérique du nord) constitue un facteur secondaire, mais important, pour le développement de l'industrie anglaise. Cette colonisation d'outre-mer, permet de créer une "tête de pont" pour l'extension commerciale et économique du capital d'origine anglaise.

Percée des moyens techniques à partir de 1785

Les conditions qui permirent la "percée" technique anglaise doivent donc être recherchées: à la fois dans la structure économique du pays et dans la conflictuation sociale et politique, superstructurelle, de l'ensemble de la société.

Dans l'Angleterre de cette époque, l'ensemble des classes sociales dominantes est intéressé aux progrès de l'industrie. D'autres facteurs sociaux, comme la religion, vont favoriser ces progrès. En effet, les sectes anglicanes et le puritanisme anglais issu du calvinisme, ne s'opposent pas au progrès; ils justifient moralement la richesse. Tout cela concourt à faire de l'Angleterre un terrain favorable au lancement de la grande industrie. Si la grande industrie provoquera finalement le passage à un stade supérieur de société, "l'ère industrielle", elle, va aussi provoquer de formidables bouleversements humains. C'est avant tout de "l'encasernement" de milliers d'ouvriers, de l'organisation d'une discipline de travail rigoureuse, des conditions de vie effroyables des premiers travailleurs de la grande industrie, dont nous voulons parler.

CONCENTRATION INDUSTRIELLE ET MISERE DU PROLETARIAT

Des milliers d'hommes quittent la terre et leur village, pour venir en toute liberté perdre leur liberté, dans des usines concentrationnaires, où l'on travaille de 14 à 16 heures par jour. Les locaux sont sales et sans hygiène, les accidents sont nombreux; les salaires misérables permettent juste de ne pas mourir de faim. Aucune loi, aucune législation sociale, aucune organisation ne soutiennent ces premiers ouvriers de la grande industrie.

L'emploi de la machine, en dépréciant la force de travail de l'homme, fait entrer sur le marché du travail de la grande industrie tous les représentants de la classe ouvrière. Femmes et enfants peuvent désormais être employés à bas prix dans les fabriques.

"Trois fillettes de treize ans payées 6 à 8 shillings par semaine, ont pris la place d'un homme d'âge mûr, gagnant 18 à 45 shillings pas semaine"
(K. Marx. Le Capital)

L'évocation de la misère de la classe ouvrière, misère qui permet, accélère et accompagne l'essor de la grande industrie et du capitalisme, pourrait ici prendre des pages. Les conditions de la classe ouvrière de cette époque ont été admirablement décrites dans l'ouvrage d'Engels "la situation de la classe laborieuse en Angleterre", par Marx dans certains passages du "Capital", et surtout par beaucoup d'écrivains et de romanciers, dont Ch. Dickens (Olivier Twist).

La concentration industrielle et le machinisme ont également pour effet de précipiter dans la misère les petits producteurs individuels qui ne peuvent soutenir la baisse des prix qu'entraîne la production mécanique.

"Petits industriels, marchands et rentiers, artisans et paysans, tout l'échelon inférieur des classes moyennes de jadis tombent dans le prolétariat."
(Manifeste du Parti communiste 1848)

Cette misère de masse ne peut pas se poursuivre indéfiniment, sans provoquer de puissants mouvements de révoltes. A plusieurs reprises, en Angleterre, se produisirent des révoltes contre la machine; déjà en 1779, puis en 1796 dans le Lancashire. Après les révoltes de 1811, le Parlement édicte une loi punissant de la peine de mort ceux qui s'en prendraient aux machines. En 1819, un meeting réunit des milliers d'ouvriers et de chômeurs à Manchester; on relève 11 morts et 400 blessés après l'intervention de la troupe. A la suite de cette affaire, le Parlement vote des lois anti-sociales qui interdisent la grève et la formation d'associations.

La grande lutte du prolétariat organisée en classe sociale va commencer. Une des premières revendications de la classe ouvrière, sera la diminution de la journée de travail, mesure contre laquelle les capitalistes vont se battre avec acharnement. Ce n'est pas un hasard, car pour le capitaliste, l'allongement de la journée de travail et l'intensification de la productivité du travail, constituent les deux seuls moyens d'accroître la plus-value qu'il tire de l'exploitation de l'ouvrier.

ORGANISATION DE LA CLASSE OUVRIERE ET PREMISSE DU SOCIALISME

C'est Robert Owen, qui le premier, en 1823, tente pour l'Angleterre, d'organiser les ouvriers en syndicat. Il veut fonder des coopératives ouvrières de production et essayer de convaincre la classe dirigeante d'améliorer le sort de la classe ouvrière. Ces premières tentatives de "socialisme" rencontrent peu d'échos, même dans le prolétariat. Cependant, si l'on songe qu'aux alentours de 1820 près de 70 % du salaire du chef de famille ouvrière était consacré à l'achat du pain, on peut comprendre que la lutte pour la survie individuelle importait plus que la nécessité d'une organisation mal comprise.

L'un des buts des premières organisations ouvrières réside dans la création, puis l'amélioration, de l'instruction publique. Un grand combat qui durera plus d'un siècle commence, pour que chacun, quelle que soit sa condition sociale, puisse accéder à l'école publique, laïque, et gratuite. Malheureusement, là comme dans d'autres cas, il faudra attendre que la lutte de classe du prolétariat converge avec certains intérêts économiques des classes possédantes (ouvriers mieux formés et instruits en raison des progrès techniques) pour que cette revendication essentielle devienne partout une réalité.

D'autres revendications, comme l'augmentation des salaires, la diminution des heures de travail, l'amélioration des conditions de travail, ainsi que toutes les revendications concernant les libertés politiques, syndicales, etc... sont des revendications toujours actuelles, car elles font partie intégrante de la lutte contre l'exploitation capitaliste.

Les premiers théoriciens du socialisme furent appelés "utopistes", parce que leur conception de la société se situait en dehors de la réalité de la lutte des classes. Owen, par exemple, développe systématiquement sa proposition d'abolition de toutes les classes. Il veut affranchir non seulement le prolétariat, mais l'humanité entière.

Il faut attendre le Manifeste du Parti communiste élaboré en 1848 par Marx et Engels, pour que soit, pour la première fois, connu dans le grand public l'esquisse d'une théorie rationnelle de la lutte des classes fondée sur le socialisme scientifique.

LUTTES DE CLASSES ET CONSCIENCE DE CLASSE

Pour Marx et Engels, la lutte des classes n'est pas un fléau qu'il faut combattre, mais au contraire le moteur de l'histoire.

"L'histoire de toutes sociétés jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes de classes". (Manifeste du Parti communiste)

Dans cette lutte, le prolétariat est une classe à part entière, son destin est de remplacer l'ordre bourgeois capitaliste. Pour cela, il a besoin d'outils utiles à ce combat (partis, syndicats, théorie socialiste, etc...) c'est pourquoi il faut également développer parmi les ouvriers la conscience de classe, qui seule permet de comprendre la valeur de l'organisation de classe et de ne pas remplir un rôle passif dans le système d'exploitation capitaliste.

Construire une théorie scientifique du socialisme, et développer une pratique politique de classe, l'un n'allant pas sans l'autre, voilà la double nécessité qui délimite toute la vie et l'oeuvre des fondateurs du marxisme.

CARACTERISTIQUES ECONOMIQUES DU CAPITALISME DIT : "DE LIBRE CONCURRENCE"

Sur le continent européen, la grande Révolution française, des guerres napoléoniennes, les bouleversements politiques et économiques, puis les révolutions de 1830 et de 1848 avaient fini par asseoir définitivement le pouvoir de la bourgeoisie.

L'Angleterre ne connut pas d'aussi brusques mouvements politiques et révolutionnaires, mais la bourgeoisie anglaise avait réussi à vider peu à peu les privilèges nobiliaires de leur contenu politique. Elle n'a laissé à ceux-ci qu'une façade de respectabilité, sans grande influence politique.

La tendance historique de cette période est l'établissement, par les classes dominantes, du "libéralisme économique".

La révolution industrielle a créé une nouvelle bourgeoisie par comparaison avec l'ancienne bourgeoisie liée au commerce: c'est le patronat industriel. Cette nouvelle élite sociale est consciente de devoir sa position et sa fortune à son "audace économique". Elle va défendre comme un principe sacré le libéralisme, "l'art difficile de faire de l'argent".

L'économiste français Jean-Baptiste Say, définissait le libéralisme économique selon les grands principes suivants : (résumés)

- L'individu : doit être libre d'acheter, de vendre et de produire.
- L'Etat : Ne doit pas intervenir dans l'économie libre; son intervention fausse les rouages en modifiant l'équilibre de l'offre et de la demande. Seule exception à l'intervention de l'Etat, le commerce extérieur (protection douanière, etc.)
- Les crises : Doivent se régler d'elles-mêmes (laisser-faire), l'offre et la demande se réajustant après une certaine période de "dépression" (destruction des stocks, liquidation des entreprises boîteuses, redistribution du marché, etc...); la conjonction de nouvelles conditions constitue alors le palier d'un nouvel essor économique.

La doctrine du libéralisme peut donc se concentrer dans la formule suivante et célèbre: "LAISSER FAIRE, LAISSER PASSER".

CARACTERISTIQUES SOCIALES DE LA PERIODE DU LIBERALISME ECONOMIQUE

Dans le domaine social, l'essor de la grande industrie produit de profondes modifications dans la structure de classe de la société. D'un côté, l'industrie provoque une formidable croissance du prolétariat, mais d'un autre côté elle permet également le développement de nouvelles couches sociales de la petite et moyenne bourgeoisie, qui se regroupent dans des professions comme : employés de commerce, professeurs, employés des postes, agents financiers, professions libérales, juridiques, etc...

Cette période se caractérise également par le grossissement de l'appareil d'Etat et la bureaucratisation des tâches administratives et de gestion. L'Etat lui-même, et la bourgeoisie qui en manipule les commandes, tendent à renforcer considérablement les institutions qui leur sont plus ou moins liées.

Une séparation plus nette du rôle de ces institutions s'opère. Certaines, comme la police, l'armée, l'ensemble du système juridique, etc... deviennent des institutions purement coercitives dont le rôle principal est de maintenir, par la force, la stabilité du système en place. D'autres institutions, comme l'enseignement, l'Eglise, la presse, etc... ont davantage pour rôle de diffuser l'idéologie dominante, celle de la bourgeoisie, ainsi que de renforcer son rôle de classe hégémonique.

D'autres institutions, (partis politiques, sociétés sportives, civiques, culturelles, etc... associations d'intérêts divers) se constituent ou se renforcent en dehors même de tous liens directs avec l'Etat. Ces institutions civiles, jouent elles aussi un rôle politico-idéologique dans la société. L'ensemble de ces institutions est traversé par la lutte des classes. L'hégémonie de la bourgeoisie sur l'ensemble de ces institutions permet à celle-ci de contrer efficacement la montée du prolétariat ouvrier qui devient la nouvelle principale classe révolutionnaire. La domination de la bourgeoisie sur le prolétariat n'est donc pas seulement économique, mais elle est également politique et idéologique.

Les classes dominantes ont appris très tôt qu'il ne fallait pas compter sur le maintien de leur position dominante dans une société démocratique où les forces anti-capitalistes risquaient à tout instant de triompher.

L'ensemble du réseau serré des institutions, leur(s) rôle(s) respectif(s), la domination de l'appareil d'Etat sont pour la bourgeoisie une garantie essentielle (primordiale) au maintien de sa position économique et à la réalisation de l'exploitation et du profit.

Si sous l'effet des crises internes et périodiques du capitalisme, si sous l'effet de la lutte des classes, la bourgeoisie perd la maîtrise et le contrôle de sa domination institutionnelle, elle n'hésitera pas alors, par un moyen ou un autre, à supprimer la démocratie pour instaurer un régime de contrainte, un régime dictatorial.

CONCURRENCE - CONCENTRATION - MONOPOLE

La concentration et la formation des monopoles feront peu à peu du libéralisme économique une doctrine qui se situe en dehors de la réalité objective.

La concentration du capital est une des lois permanentes du capitalisme. Cette concentration s'opère sur la base d'une expropriation permanente des couches possédantes les plus faibles.

La concentration, la formation des monopoles, constitue la négarion de la libre concurrence (du libéralisme économique); cependant le capitalisme, qui est né de la libre concurrence, ne peut exister sans la concurrence.

Comment, dans la pratique, se résout cette contradiction ?

Pour vendre leurs produits, les capitalistes se livrent entre eux à une concurrence plus ou moins acharnée (selon les données du marché); cette concurrence agit directement sur la formation des prix, ainsi que sur la qualité et la quantité des marchandises destinées à la vente. Le capitaliste, pour rester concurrentiel (s'il veut conserver sa place sur le marché et réaliser un profit), a donc intérêt à produire beaucoup et bon marché, pour battre ces concurrents immédiats (de la même branche de production). Pour produire "beaucoup et bon marché", le capitaliste, l'industriel doit tâcher de réunir les deux conditions suivantes :

- 1) Avoir un appareil de production industrielle technologiquement en pointe, (des machines qui produisent rapidement avec un minimum de perte)
- 2) Agir sur la formation du prix coûtant de ses marchandises, en limitant les salaires le plus possible et en intensifiant la productivité du travail humain.

Ces deux exigences visent à réduire le temps de travail socialement nécessaire à la production d'une marchandise donnée.

C'est pourquoi Marx dit que toute économie peut se réduire à une économie de temps de travail.

La baisse du prix des marchandises et la croissance du volume de leur production rencontrent bientôt une limite : la limite naturelle du marché dans un temps donné.

Ex.: Un fabricant de roues de voitures ne peut pas construire à l'infini des roues de voitures, soit plus qu'il n'existe de voitures et qu'il n'en est fabriqué, donc plus que le marché n'est capable d'en absorber, quel qu'en soit le prix.

A un stade donné, le volume de la production et la baisse des prix entraînent une mévente des marchandises (du moins d'une grande partie d'entre elles). Il y a donc crise de surproduction relative.

Relative, parce qu'en fait ce n'est pas l'impossibilité de consommer ces marchandises qui entraîne la crise, mais l'impossibilité de réaliser le profit (la valeur, le travail) "enfermé" dans ces marchandises. Les marchandises qui ne trouvent pas d'acheteur (en raison de leur abondance concurrentielle à bas prix) non seulement ne réalisent pas (pour le capitaliste) la plus-value qui s'y trouve enfermée, mais elles sont

également incapables de rendre (au capitaliste) les capitaux qui ont été investis pour leur production. Il y a donc bien crise de surproduction, et non crise de pénurie (comme par exemple lors des grandes famines du Moyen Age).

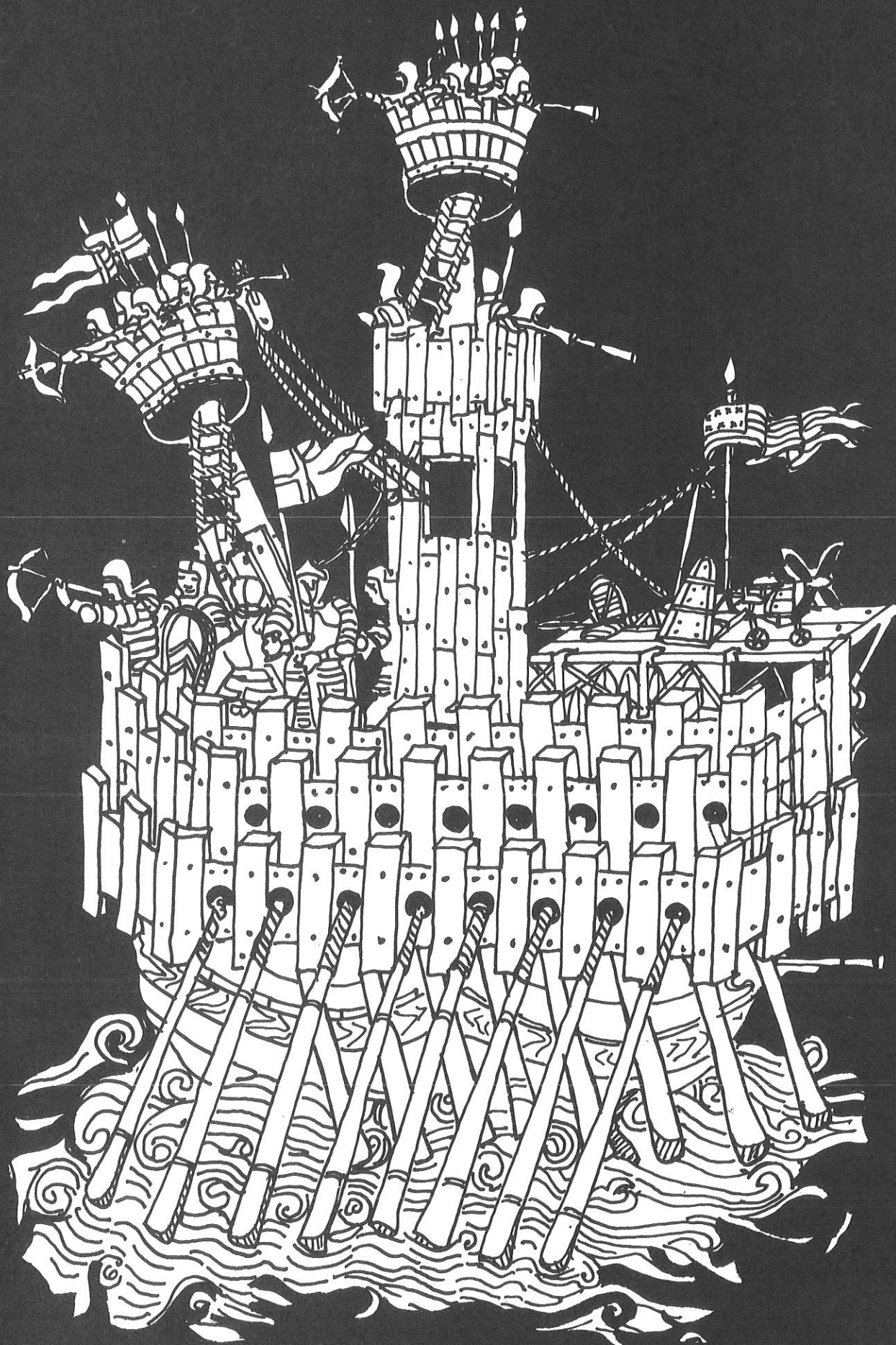
Le capitalisme a ceci d'absurde (de criminel), qu'un chômeur peut, par exemple, mourir de faim, non pas parce qu'il n'existe pas assez à manger pour chacun, mais bien parce qu'il existe trop de marchandises, trop de nourriture et que leur vente et leur production ne sont plus rentables.

Dans le capitalisme en crise, la fermeture des entreprises, le licenciement des travailleurs, etc..., peuvent être pour le capitaliste le meilleur moyen de sauver ses capitaux dans le but de les utiliser ailleurs, dans une activité économique plus rentable.

A ce stade de la crise, la concentration des capitaux, la concentration des entreprises, leur rentabilisation, l'élimination des modes et des techniques de production peu rentables (archaïques), l'organisation de l'exploitation à une plus grande échelle, etc... sont les seules véritables solutions pour que le capitalisme accède à un stade économique supérieur, pour qu'il sorte de la crise et trouve une nouvelle ère dynamique.

Rien pourtant n'est résolu, puisque les contradictions "originelles" que renferme le capitalisme ne font que passer avec lui à un échelon supérieur. Elles contiennent en germe, les conditions d'une nouvelle crise, plus grave, plus générale et plus profonde.

L'ère impérialiste et le passage au socialisme
Das imperialistische Zeitalter und der Übergang zum Sozialismus
L'era imperialista e il passaggio al socialismo



DEUXIEME PARTIE

Socialisme et impérialisme

LEUR CONFRONTATION ET LES QUESTIONS ACTUELLES

Pour cette deuxième partie de l'exposé, le plus important nous a paru de définir, avec brièveté, quelles sont les conditions contemporaines de ce "combat de classes" à l'échelon international, qu'est en fait la confrontation entre l'impérialisme et le socialisme, ainsi que l'ensemble des mouvements anti-impérialistes dans le monde.

QU'EST-CE QUE L'IMPERIALISME ? (sur le plan des rapports économiques)

Selon la définition qu'en donne Lénine, l'impérialisme est le stade suprême du capitalisme.

"L'impérialisme est l'époque du capital financier et des monopoles, qui provoquent partout des tendances à la domination et non à la liberté".

(Lénine: L'impérialisme stade suprême du capitalisme p.172)

Depuis que Lénine en a donné la définition (principalement dans l'ouvrage que nous citons), l'impérialisme n'est pas resté figé et, en conséquence, la connaissance théorique de l'impérialisme (et du socialisme) n'est, elle non plus, pas restée figée.

L'impérialisme et le capitalisme, parvenus à des degrés de développement et de contradiction sans précédent, comportent aujourd'hui de nombreuses variantes selon les pays et les conditions concrètes, économiques, socio-culturelles et antécédentes, dans lesquelles doit s'exercer l'exploitation capitaliste.

L'impérialisme a une histoire. Pour définir (schématiquement) l'histoire de son développement économique, nous nous appuyons principalement sur les thèses léninistes.

L'IMPERIALISME

A une certaine étape du développement économique (entre 1870 et 1914), en plus de la concentration industrielle et la formation du monopolisme simple (par opposition au capitalisme monopoliste d'Etat, dont nous allons voir plus loin les principales caractéristiques), il se produit un rapprochement, "une interpénétration", du capital bancaire et du capital industriel. La concentration de la production, la formation des monopoles, l'interpénétration des banques et de l'industrie tendent à former un capital financier aux mains d'une oligarchie financière.

Le capitalisme, qui était jusque-là basé essentiellement sur l'exportation des marchandises, exporte également des capitaux. L'exportation des capitaux a pour effet d'accélérer le développement du capitalisme dans le monde entier.

En outre, les pays exportateurs de capitaux "impérialistes" s'approprient, dans les pays d'exportation, certains "avantages". La nature de ces avantages caractérise le degré de maturité des pays qui pratiquent l'impérialisme. Dans l'exercice de son extension impérialiste, l'oligarchie financière est amenée à solliciter l'intervention de l'Etat, afin de soutenir politiquement, diplomatiquement et militairement (selon les cas) sa politique impérialiste.

Cette sollicitation toujours plus nécessaire (en politique intérieure comme en politique extérieure) donne lieu également à une "interpénétration" entre l'oligarchie capitaliste et l'Etat et le gouvernement.

Cette interpénétration ou plutôt cette pénétration d'agents du grand capital dans le jeu des institutions d'Etat est progressive. Elle sera d'abord freinée par la résistance des couches de la bourgeoisie qui ne sont pas directement liées aux intérêts des monopoles et qui restent les fermes partisans du libéralisme.

Avec le renforcement du grand capital, le renforcement de la politique impérialiste et coloniale, ces résistances sont progressivement vaincues ou détournées (possession d'actions). Cependant elles n'ont jamais cessé d'exister. C'est pourquoi aujourd'hui encore la bourgeoisie ne se présente pas comme un bloc politiquement soudé faisant face d'une seule masse à la poussée révolutionnaire des classes exploitées.

A l'heure actuelle, en raison du degré de concentration et de parasitisme atteint par l'oligarchie capitaliste et les monopoles, l'intérêt de nombreuses couches appartenant à la

bourgeoisie (petite ou moyenne) diverge radicalement des intérêts impérialistes.

Si le capital monopoliste a eu tendance à se développer au détriment du capitalisme de libre concurrence, dont il représente la forme économique supérieure, il n'a pas pu entraîner sa totale disparition.

PARTAGE IMPERIALISTE DU MONDE

La conquête coloniale n'est pas un trait propre au seul capitalisme; déjà les sociétés antiques telles que Rome, avaient pratiqué le colonialisme. Ce qui distingue les pratiques impérialistes du capitalisme, c'est la domination des colonies ou des semi-colonies, directement par les groupes monopolistes, qui se livrent à une lutte pour leur possession.

La lutte pour la conquête des colonies conduit, bien entendu, à des ententes entre les monopoles et les Etats, mais elle conduit également parfois à des conflits. La politique coloniale des principales puissances impérialistes reflète et sanctionne cette lutte pour le partage économique du monde. Aux côtés de l'assujettissement complet imposé aux colonies, elle crée de vastes zones de dépendances économiques et diplomatiques sur des pays qui jouissent d'une indépendance politique.

Les conflits qui naissent au sein du système colonial traduisent, soit le déplacement d'influence des nations coloniales, soit les résistances que rencontre l'impérialisme de ces nations face aux peuples colonisés, et souvent une combinaison de ces deux facteurs.

REPARTAGE IMPERIALISTE DU MONDE

Dès le début du XXe siècle, on peut considérer que le partage économique du monde entre les grandes puissances impérialistes est achevé. Il allait être radicalement remis en question, en raison même des disproportions économico-territoriales qu'il installait entre les diverses puissances impérialistes de premier plan.

L'Angleterre, la France, l'Amérique du Nord et quelques autres nations, se partageaient la plus grande partie des colonies. L'Allemagne et ses alliés, arrivés trop tard dans ce partage économique, ne pouvaient compter que sur quelques territoires coloniaux. Ce "déséquilibre" était d'autant plus critique, que l'Allemagne possédait alors un capitalisme et un appareil industriel en pleine extension par rapport à des nations comme la France et l'Angleterre. C'est dans ce fait qu'il faut voir la principale cause économique de la première guerre mondiale de 1914-18.

GUERRE IMPERIALISTE OU GUERRE NATIONALE ?

Une question peut se poser. Comment se fait-il qu'une guerre, essentiellement provoquée par des conflits économiques au plus haut niveau, puisse entraîner des peuples entiers dans la bataille avec un sentiment de solidarité nationale, qui est de fait une solidarité avec leur grande bourgeoisie nationale.

Beaucoup de facteurs expliquent ce fait, qui s'étend jusque dans les rangs de la classe ouvrière. (A Berlin, le 4 août 1914, le parti social-démocrate vote les crédits de guerre; la minorité pacifiste s'incline. Le même jour, à Paris, la Chambre est unanime sur le vote; Jules Guesde et Marcel Sembat entrent au gouvernement à côté de la droite catholique). C'était l'union sacrée.

Malgré la solidité des positions de la grande bourgeoisie, qui réussit à faire d'une guerre entre impérialistes une cause nationale, la durée de la guerre, les privations subies par des millions de travailleurs des pays belligérants, la propagande pacifiste, etc..., finirent par soulever une vague révolutionnaire contre la misère et la guerre. Dans plusieurs pays le pouvoir bourgeois sera sérieusement menacé.

LA RUPTURE DU MAILLON LE PLUS FAIBLE

C'est en Russie, avec la Révolution d'Octobre 1917, que se produit la première brèche importante, et heureusement définitive, dans le dispositif mondial de l'impérialisme. Les raisons de l'éclatement et de la victoire de la révolution prolétarienne en Russie sont multiples; nous n'en retiendrons que l'essentiel.

Avant la Révolution, la Russie était un pays relativement arriéré par comparaison à des pays comme la France ou l'Allemagne. Malgré plusieurs centres d'industrie importants, son économie agricole était encore largement prédominante. Le servage n'avait été aboli qu'en 1860 et la plus grande partie des campagnes vivaient dans des conditions moyenâgeuses. Le sort des populations non russes, "les allogènes", soit près de 60 % des populations qui composent les provinces de l'empire, n'était pas enviable. Certaines minorités nationales, surtout les juifs, connaissaient encore de véritables persécutions.

La Russie est gouvernée au moment de la Révolution par un tsar qui règne en autocrate; il est soutenu par l'aristocratie foncière dont les membres se partagent les charges d'un appareil d'Etat tout-puissant. L'Eglise orthodoxe et la hiérarchie de l'armée, jouent également leur rôle de soutien au régime tsariste.

La bourgeoisie (numériquement faible) n'avait pas eu les possibilités d'imposer les réformes nécessaires au développement du capitalisme sur une plus grande échelle. La plus grande partie de la bourgeoisie constituait encore, au moment de la Révolution, un élément politiquement progressiste par rapport à l'autocratie tsariste. Au cours des décennies précédentes, elle avait su insuffler, surtout parmi les couches cultivées de la population, un courant d'idées progressistes, rattachées aux idées démocratiques, mises alors en valeur dans les pays d'Europe occidentale.

Le prolétariat, nombreux dans les centres et les villes industrielles, s'était lentement organisé sous l'impulsion de ses dirigeants politiques, tel Lénine, qui souvent agissaient clandestinement ou depuis des pays d'immigration.

La longueur de la guerre, les échecs devant l'armée allemande, la structure de l'armée très anti-démocratique, le mécontentement de la bourgeoisie, l'action révolutionnaire du prolétariat, etc..., tout cela devait conduire à la Révolution de 1917. La Révolution se produira en deux temps forts: Dans la première phase (bourgeoise), le tsar est déposé; un gouvernement à tendance social-démocrate, présidé par Kerenski, est mis en place (février 1917); lors de la deuxième phase (octobre 1917), la classe ouvrière et le Parti bolchévique déposent (par la violence) le gouvernement bourgeois, et installe la dictature du prolétariat. Le nouveau pouvoir révolutionnaire prend alors des mesures en faveur de la masse du peuple (décrets sur la terre et la guerre).

LE SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS

Les conditions politiques, économiques et sociales, où se trouve le pays au moment de la Révolution de 1917, placent le nouveau pouvoir prolétarien devant des tâches écrasantes. Il saura pourtant les résoudre, mais non sans que cela implique un certain nombre de "particularités" de tous ordres, qui furent (et sont encore) propres aux conditions et à l'histoire de ce pays.

Dans les années qui suivirent la Révolution, le pouvoir et les peuples soviétiques eurent successivement à faire face : à la guerre qui se poursuivait malgré leur volonté de paix, puis à la contre-révolution, la guerre civile, à l'intervention armée de 14 nations étrangères appuyant la contre-révolution, à la famine (hivers 1920-21), etc..., pour ne citer que les principaux faits de la période révolutionnaire.

Durant le même temps, se poursuit la mise en place de structures économiques socialistes, la reconstruction du pays,

ravagé par les événements, prendra plusieurs années: ce n'est qu'en 1929 que le niveau de production de 1913 sera rattrapé. A toutes ces difficultés, s'ajoutent la mise à l'écart de l'URSS et la rupture de toutes relations avec pratiquement le reste du monde.

Il n'est quère possible de poursuivre plus avant cette énumération des conditions dans lesquelles a vu le jour le premier pays socialiste et de nous étendre sur les conditions politiques et sociales de la Révolution avant et surtout après la mort de Lénine (janvier 1924).

QU'EST-CE QUE LE SOCIALISME ?

(principaux traits du mode de production socialiste)

Le socialisme, du point de vue économique, n'est pas défini, comme tentent de l'accréditer la plupart des économistes bourgeois, par la planification de l'ensemble de l'économie socialiste. Le socialisme n'est pas davantage défini par la répartition du revenu (égalitarisme). Il ne l'est pas non plus par le processus de définition des besoins de la société. Enfin, le socialisme n'est pas défini par une quelconque loi, située en dehors de l'économie.

Le socialisme est défini par les rapports objectifs existant entre les travailleurs et les moyens de production, dans le but de la production matérielle.

En d'autres termes, le socialisme suppose la propriété collective des principaux moyens de production: des moyens décisifs. La définition des rapports de production indique qui travaille pour qui.

Le rapport des travailleurs avec "leurs" moyens de production (entreprises, etc...) définit également les rapports qui existent entre eux. En d'autres termes, la propriété collective des moyens de production essentiels suppose l'abolition des classes sociales antagonistes, classes sociales qui sont nées des rapports d'exploitation intervenus lors de la séparation du producteur de sa propre production, puis de ses moyens de production.

Le socialisme (et non pas social-démocratie), exige donc l'élimination de l'exploitation de l'homme par l'homme. Mais le socialisme, société productive, ne suppose aucunement l'élimination de la production des biens matériels, donc l'existence d'une classe ouvrière et d'autres catégories de travailleurs, employés dans l'ensemble des sphères non-directement productives de la société.

Le socialisme n'élimine pas, entre ces diverses couches sociales, l'existence de différences considérables, surtout sur le plan culturel. Il faudra sans doute une forme de société et de civilisation infiniment plus avancée, "le communisme", pour que chaque individu puisse s'épanouir au maximum de ses possibilités humaines.

La capacité (ou non) de produire des biens matériels décide en fin de compte de l'avenir de la société socialiste. C'est pourquoi, le niveau technique-productif décide de façon primordiale de la qualité (du stade) de la société socialiste. De ce fait, le niveau économique atteint aujourd'hui par les pays capitalistes fortement industrialisés permettrait le passage à une société socialiste développée.

Les moyens de ce "passage" au socialisme sont donc à rechercher simultanément dans les structures économiques encore capitalistes (nationalisation des monopoles, contrôles démocratiques, nationalisation des banques et du crédit, etc...) et dans les superstructures politico-sociales et idéologiques (création d'un rapport de forces hégémoniques en faveur des forces de changement).

Les conditions économiques d'un socialisme développé n'existaient pas lorsque, en 1917, la Révolution d'Octobre précipita la Russie dans l'ère socialiste. C'est donc du point de vue économique, une anticipation historique, que ce pays faiblement développé a été le premier à passer au socialisme. La réalisation du socialisme développé en URSS a donc nécessité que l'accumulation technique et scientifique indispensable s'effectue dans le cadre-même des structures économiques et sociales du socialisme.

C'est pourquoi le socialisme qui sera réalisé à partir des économies capitalistes hautement développées, sera différent, sur bien des points, de celui des actuels pays socialistes.

L'APRES-GUERRE - LA CRISE -LE FASCISME

C'est un monde profondément transformé qui émerge des bouleversements, catalysés par le conflit mondial de 1914-18. Les Etats-Unis, dont le territoire n'a pas été ravagé par la guerre, sortent considérablement renforcés, avec un appareil industriel en pleine expansion. C'est ce pays qui va désormais prendre la relève des vieilles puissances coloniales européennes, pour la conduite de la politique impérialiste dans le monde.

La victoire de la Révolution de 1917 - l'ampleur des mouvements révolutionnaires en Europe - le renforcement du mouvement ouvrier - la création de plusieurs partis communistes

(1920-22) liés à l'internationale communiste fondée par Lénine - l'intensification de la lutte anti-coloniale - tout cela caractérise une situation nouvelle par rapport à celle d'avant 1914.

Puis il y eut la dépression et la crise des années 1920 et 30 - la montée du fascisme et du nazisme - la deuxième guerre mondiale - l'anéantissement des agresseurs hitlériens et fascistes - le rôle joué par l'URSS dans la victoire des forces alliées - l'avance des forces du socialisme - les victoires des mouvements anti-colonialistes et d'indépendance nationale - le renforcement économique des pays socialistes - la révolution populaire en Chine (1949) - la guerre froide - les guerres menées par l'impérialisme (Corée, Algérie, Vietnam, etc...) les progrès de la politique de détente internationale.

Toutes ces "propositions" historiques doivent être étudiées dans leur inter-relation, leur complexité. Ce sont les éléments d'une histoire encore récente qui s'accélère, et qui ont produit la situation du monde d'aujourd'hui. Un monde profondément conflictuel, dans lequel les forces impérialistes, bien que très puissantes, ne peuvent plus compter sur un rapport de forces aussi favorable que par le passé.

Le capitalisme monopoliste d'Etat (CME)

La théorie marxiste comprend trois stades fondamentaux dans l'évolution du capitalisme :

- 1) le stade primitif (la période manufacturière)
- 2) le stade classique de la fabrique (libéralisme économique)
- 3) le stade impérialiste et monopoliste, en général.

L'évolution au sein d'un stade prépare le suivant, qui fera intervenir de profonds changements dans la structure du système capitaliste lui-même. Les éléments constitutifs du CME (phase ultime de l'impérialisme) sont identifiables dès le début de la période impérialiste. Cependant, c'est lors du premier conflit mondial, dans les principaux pays belligérants, qu'il révèle sa nature avec plus de précision (dirigisme de l'Etat sur l'économie de guerre). Après une période de stagnation, le CME connaît une période de progression importante à la faveur de la dépression mondiale des années 1930. Dans deux pays, les USA et l'Allemagne nazie, il apparaît sous deux formes différentes, comme la solution pour sortir le capitalisme de la crise. Pendant la deuxième guerre

mondiale, il connaît un développement généralisé. Depuis, il s'épanouit sous des variantes sensibles, dans tous les pays capitalistes avancés.

Après ce bref historique du CME, quelles sont, très brièvement, ses principales caractéristiques sur le plan économique.

En 1960, La Conférence réunissant 81 partis communistes, définissait le CME selon la formule suivante :

" Les contradictions de l'impérialisme ont accéléré la transformation du capitalisme de monopole en capitalisme monopoliste d'Etat. En renforçant le pouvoir des monopoles sur la vie nationale, le capitalisme monopoliste d'Etat réunit la puissance des monopoles et celle de l'Etat en un mécanisme unique, destiné à sauver le régime capitaliste, à augmenter au maximum les profits de la bourgeoisie impérialiste par l'exploitation de la classe ouvrière et le pillage de larges couches de la population. "

Depuis, la théorie concernant le CME s'est considérablement affinée; en particulier, on a laissé de côté la formulation de "mécanisme unique" entre les monopoles et l'Etat. Le rôle de l'Etat dans le CME est de tenter de résoudre les contradictions du capitalisme actuel, en agissant avec les monopoles, par des mesures économiques et politiques. Cependant, l'Etat ne cherche pas à réaliser un profit pour lui-même, mais pour l'oligarchie capitaliste.

Les principales formes de l'intervention de l'Etat dans l'économie et dans l'ensemble de la vie publique sont les suivantes:

- 1) Financement par l'Etat (au moyen de diverses techniques) de l'industrie et de la production privées.
- 2) Prise en charge par le secteur public de tous les secteurs économiques indispensables, mais non rentables (dépenses parasitaires): transports publics, énergie, armements, éducation, secteur médical et social en général, secteur éducatif et culturel, etc...
- 3) Aide financière publique et intervention de l'Etat dans l'économie au profit des monopoles (mesures monétaires en général).
- 4) Coordination de la part de l'Etat de la vie économique (planification publique, plan d'étude, etc...).
- 5) Intervention de l'Etat en faveur de l'exportation et encadrement des capitaux privés par des fonds publics (aide au développement, etc...).

Par l'ensemble de ces mesures, l'Etat prend le relais de l'économie privée, afin d'approfondir et de généraliser des formes nouvelles de l'exploitation capitaliste. L'Etat devient un exploiteur collectif.

C'est pourquoi, l'intervention de l'Etat en faveur des monopoles privés dans toutes les formes de la vie économique et sociale, développe une contradiction entre l'intérêt des monopoles et les possibilités de contrôle démocratique de l'Etat (suffrage universel) par les travailleurs et l'ensemble du peuple.

C'est pourquoi, la lutte pour le contrôle démocratique de l'Etat et de ses institutions par les travailleurs, est l'enjeu central dans la lutte contre le CME et ses effets profondément néfastes à tous les niveaux.

Seul le contrôle démocratique de l'Etat permettra aux forces démocratiques de garantir la transformation du CME en socialisme, par des mesures économiques et sociales portant sur l'ensemble de la société.

CONFRONTATIONS ET QUESTIONS ACTUELLES

En 1945, le monde comptait deux Etats socialistes, l'URSS et la Mongolie; il en compte aujourd'hui quelques dizaines qui se réclament de cette forme d'organisation de la société et qui représentent une bonne part de la surface habitable du globe. Depuis 1945, plus de septante pays ont conquis leur indépendance nationale, beaucoup ont choisi une voie de développement non capitaliste et une orientation politique anti-impérialiste, et entretiennent des rapports d'amitié avec les pays socialistes et le mouvement progressiste du monde entier. Le mouvement ouvrier et démocratique a gagné en puissance et en initiatives nouvelles. Dans beaucoup de pays, les communistes et les progressistes cherchent des voies inédites et des formes nouvelles pour réaliser le socialisme.

Le mouvement d'ensemble au sein duquel se développe la crise du monde capitaliste : c'est l'augmentation du rapport de force, qui s'opère en faveur de l'ensemble des forces anti-capitalistes et anti-impérialistes.

L'ensemble des pays socialistes se renforcent rapidement et le poids économique, politique et militaire de l'URSS constitue le principal garant, contre d'éventuelles actions "irréfléchies" de l'impérialisme.

La libération des peuples et des pays ex-coloniaux constitue le fait saillant de la politique mondiale des trente dernières années. C'est un grandiose processus historique que toute la politique de l'impérialisme s'emploie à contrer.

La stratégie néo-colonialiste, les interventions militaires (Vietnam, etc...), le soutien des régimes de terreur, le renforcement économique et militaire de certains pays relais de l'impérialisme (Iran, Brésil, Israël, Thaïlande, etc...) chargés de faire régner "l'ordre" dans leur région: Tout cela fait

partie de la stratégie de l'impérialisme. Cette stratégie organisée a conduit à des retards et même à des défaites de certains mouvements ouvriers ou de libération nationale. Pourtant, malgré son ampleur, elle n'a pas pu stopper la progression de ce processus historique. L'émergence de l'ensemble des pays dits "du Tiers-Monde" dans l'arène politique et économique mondiale, constitue un premier pas vers la constitution de nouveaux rapports économiques entre pays pauvres et pays développés. Il apparaît déjà clairement que le "rééquilibrage" de ces rapports est un des éléments déterminants pour l'histoire future de l'humanité.

CARACTERISTIQUES DE LA CRISE DES SOCIÉTÉS CAPITALISTES

Lorsque nous parlons de la crise du capitalisme, nous parlons premièrement de la crise du mode de production capitaliste, de l'écart toujours croissant entre la socialisation de la production très étendue et le maintien du caractère privé des grands moyens de production.

La crise des sociétés capitalistes parvenues à l'âge du capitalisme monopoliste d'Etat, est une crise profonde, durable et générale. Il ne s'agit pas, comme par le passé, d'une crise de croissance ou d'une simple crise conjoncturelle, mais d'une crise de dépérissement, de pourrissement d'un mode de société tout entier. Cette crise peut prendre des aspects très différents selon les pays, selon leur puissance économique. En raison de la "mondialisation" des rapports de production et d'échange, il n'est pas exclu que des économies consolident leur position prédominante, au détriment d'autres pays économiquement plus faibles.

Pour ce qui concerne la Suisse, on peut observer qu'à la faveur de la crise actuelle, de larges secteurs économiques de la sphère des services tendent à renforcer leurs positions (banques, assurances, etc...). Dans le même temps, d'autres secteurs vitaux pour le pays, sont en difficultés ou en voie d'être progressivement démantelés. C'est le cas, en particulier, de l'industrie d'exportation (métallurgie, textile, horlogerie, etc.) dont la production est progressivement "exportée", réalisée hors des frontières nationales dans des pays où les coûts de production sont moindres et les possibilités de profit plus grandes. Cette "restructuration" de la production à l'échelon national comme à l'échelon international, provoque évidemment des modifications socio-économiques au niveau de la population et en particulier parmi les travailleurs des secteurs de l'industrie et du bâtiment.

Alors qu'il avait été résiduel pendant de nombreuses années, le chômage est réapparu en Suisse dans des proportions considérables. Cependant, le "départ" de nombreux travailleurs

d'origine étrangère a permis à la bourgeoisie de maintenir le "volant de chômage" dans des proportions "acceptables" et de masquer ainsi la véritable gravité de la crise que traverse le pays.

UNE CRISE GLOBALE

La crise des sociétés capitalistes, dont tout le mode de vie est basé sur la recherche du profit maximum, de la "course à l'argent", n'est donc pas seulement une crise du "système économique". Par bien des aspects c'est une crise de civilisation marquant le passage, toujours incertain et dramatique, d'une époque à une autre.

En raison de la généralisation, de la dimension des forces qu'elle met en présence, la crise actuelle confère un rôle immense à la classe ouvrière et à l'ensemble des forces nouvelles.

Ce rôle n'est pas seulement de diriger le combat de classe contre le capitalisme, de conduire à son remplacement par des sociétés socialistes, mais il est également, surtout en Europe, de préserver certains acquis de la civilisation occidentale, dont l'anéantissement par le capitalisme en crise, aurait des conséquences incalculables pour l'humanité.

Parmi ces acquis, ne citons que ceux qui relèvent de l'exercice de la démocratie, aujourd'hui gravement remis en cause par toutes les formes "d'autoritarisme" qu'implique une exploitation de type monopoliste encore plus poussée.

Le souci de conservation et de développement "des grandes valeurs du passé", c'est-à-dire des valeurs positives des grandes révolutions bourgeoises et démocratiques, que l'impérialisme renie, est aujourd'hui une composante à part entière de la lutte révolutionnaire pour un monde nouveau.

Cette lutte révolutionnaire pour la conservation des valeurs positives, concerne tous les domaines de "la civilisation européenne et occidentale". Ce sont des valeurs matérielles, politiques, sociales et culturelles, qui ont joué un rôle primordial dans l'histoire de l'humanité.

La réalité confirme que la logique du capitalisme et de l'impérialisme, si elle n'est pas contrée efficacement et renversée, pousse à des issues catastrophiques.

Cette tendance se confirme dans la crise profonde que connaît aujourd'hui l'idéologie dominante (celle produite par le capitalisme). Les courants de pensée qui se rattachent à cette

"idéologie dominante" n'ont aujourd'hui fondamentalement plus rien de neuf à proposer. Aussi, développent-ils une tendance au "catastrophisme"; ils entretiennent une confusion sur le plan des idées et développent dans l'ensemble, une philosophie essentiellement pessimiste. Cette crise de "l'idéologie", de toutes les valeurs morales et culturelles de la société bourgeoise, repose principalement sur l'absence de perspectives de cette société.

Pourtant, ce serait une grave erreur, de ne pas voir les périls réels qui menacent, à travers la crise des sociétés capitalistes l'avenir de l'humanité tout entière, y compris le péril nucléaire. C'est une tâche essentielle pour le mouvement ouvrier d'aujourd'hui que d'être conscient de l'ensemble des questions importantes qui se posent et que son action révolutionnaire pour le socialisme aura à résoudre. Car comme l'écrivait Marx, il y a déjà plus d'un siècle :

" l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouve toujours que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir. "